



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Arrêté n° *12-2022-06-23-00001* du **23 JUIN 2022**

OBJET : Arrêté préfectoral complémentaire autorisant le changement d'exploitant d'une carrière à ciel ouvert de calcaire au lieu-dit "Crassous" sur la commune de Saint Affrique 12400.

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur

- Vu** le code de l'environnement et notamment son livre I^{er} et son livre V – titre 1er, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté du 11 juin 2021, modifié par l'arrêté du 30 août 2021 portant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-308-10 du 4 novembre 2005 autorisant la Société COSTE FRERES à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de concassage-criblage sur les parcelles cadastrées section AX n° 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 et 50 pour une superficie de 7ha 94a 72ca sur le territoire de la Commune de Saint Affrique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-113-1 du 23 avril 2009 de modification du phasage de la carrière de « Crassous » - Commune de Saint Affrique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-03-08-003 du 8 mars 2019 d'autorisation d'implanter et d'exploiter une centrale à béton sur la Carrière de « Crassous » - Commune de Saint Affrique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-2020-04-10-001 du 10 avril 2020 relatif à l'admission au transit et au traitement de déblais calcaires externes sur la Carrière de « Crassous » - Commune de Saint Affrique ;

Vu la demande de changement d'exploitant concernant la carrière située lieu-dit « Crassous » - Commune de Saint Affrique, présentée le 24 février 2022 par la société GUIPAL, représentée par Monsieur Didier GUIPAL ;

Considérant que les capacités techniques et financières de la société GUIPAL sont suffisantes pour conduire et mener à bien l'exploitation de la carrière susvisée ;

Considérant que les garanties financières de la carrière située lieu-dit « Crassous » - Commune de Saint Affrique sont constituées par l'acte de cautionnement émis par le Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées Entreprises à la société GUIPAL, représentée par Monsieur Didier GUIPAL ;

Considérant que le nouvel exploitant devra respecter les conditions d'aménagement et d'exploitation de la carrière telles qu'elles sont définies dans l'arrêté préfectoral n° 2005-308-10 du 4 novembre 2005.

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture du département de l'Aveyron,

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'autorisation n° 2005-308-10 délivrée le 4 novembre 2005 à la Société COSTE FRERES, est transférée au nom de la Société GUIPAL dont le siège social est sis Route de Camarès 12360 BRUSQUE.

La présente autorisation environnementale est valable jusqu'au 04 novembre 2035 sur les parcelles cadastrées section AX n° 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 et 50 lieu-dit « Crassous », représentant une surface de 7 ha 94 ares 72 ca sur la Commune de Saint Affrique 12400.

Article 2

La Société GUIPAL se substitue à la Société COSTE FRERES dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter, notamment en ce qui concerne les garanties financières telles que définies à l'article 30 Section 8 « Montant des Garanties financières » de l'arrêté préfectoral n° 2005-308-10 du 4 novembre 2005.

L'exploitation est menée par périodes quinquennales.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Ce montant est fixé à :

4 ^{ème} période d'exploitation et remise en état finale	(de 15 ans après la date de publication de l'arrêté à 20 ans après cette même date)	175 955€ TTC
5 ^{ème} période d'exploitation et remise en état finale	(de 20 ans après la date de publication de l'arrêté à 25 ans après cette même date)	166 772€ TTC
6 ^{ème} période d'exploitation et remise en état finale	(de 25 ans après la date de publication de l'arrêté à 30 ans après cette même date)	168 274€ TTC

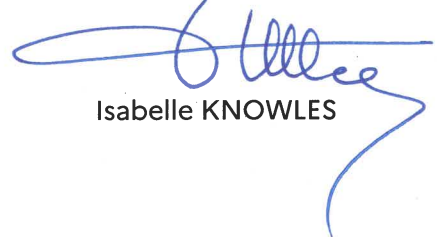
L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 124,7 (01 mars 2022)

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20.

Article 3

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la Société GUIPAL, et dont une copie est déposée à la mairie de Saint Affrique pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Fait à Rodez, le **23 JUIN 2022**
Pour la Préfète et par délégation,



Isabelle KNOWLES

Délais de recours : *Le présent arrêté peut être déféré par l'exploitant au tribunal administratif de Toulouse – 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 Toulouse CEDEX 7, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.*